

Démocratisation de l'État, hausse des budgets sociaux : Nicolas Maduro met les bouchées doubles

Thierry
DERONNE

3 janvier
2015



Manifestation pour célébrer les quinze ans de la Constitution Bolivarienne, Caracas, 15 décembre 2014.

Sans doute la Sainte Alliance qui va des médias de la droite locale à la majorité des journalistes occidentaux commet-elle la même erreur que celle qu'ils ont commise contre Chavez : celle de sous-estimer Maduro et le "peuple-président".

On connaît la musique : chaque fois que le Venezuela approfondit la démocratie, les grands médias en remettent une couche pour créer l'image d'un régime répressif (1). Qu'une population passe de l'état de paysage colonial muet à celui de sujet politique actif explique la réaction locale de la minorité blanche, riche et raciste. Celle-ci sait comment fabriquer les violences dont les médias internationaux ont besoin pour mettre en images leur "révolte populaire contre le gouvernement vénézuélien". Cette alliance entre les grands groupes médiatiques et une droite locale du seizième siècle – médiatiquement majoritaire au Venezuela – rappelle que l'Occident reste, lui aussi, profondément colonial face à l'émergence du Sud comme sujet politique.

Depuis l'approbation par les électeurs de la Constitution Bolivarienne il y a quinze ans, les gouvernement Chavez puis Maduro ont travaillé à la concrétisation de la "*participación protagónica*", à savoir la participation effective et efficace des citoyens au pouvoir d'État. En 2014, dans cette deuxième année de révolution sans Chavez, tout en surmontant toutes sortes de déstabilisations violentes, économiques, médiatiques et politiques, Nicolas Maduro a franchi une étape fondamentale sur cette voie : la création des *Conseils Présidentiels*.

Formés de porte-paroles désignés par les mouvements sociaux, ils sont baptisés "présidentiels" parce qu'ils disposent du même rang que le Conseil des Ministres – des décisions gouvernementales pouvant être prises directement au cours de ces réunions. "*Ces Conseils ont été créés pour construire les institutions, précise Maduro, et pour réorienter les investissements. Ce sont des conseils de gouvernement, au plus haut niveau présidentiel, au plus haut niveau constitutionnel et des pouvoirs publics*". Cerveau collectif, flux constant de critiques, de propositions, de solutions émanant des mouvements sociaux, ils sont une manière de démultiplier la fonction présidentielle, d'en faire un inspecteur collectif sur le terrain, qui rend compte en connaissance de cause au Président de la République des retards, problèmes, dans la réalisation des accords et des nouveaux besoins en matière de politiques publiques.

Le premier Conseil installé le 19 septembre 2014 fut celui des *Communes*. A quoi bon, en effet, parler de "révolution citoyenne" ou de "socialisme bolivarien" sans transformer les relations sociales de production et la division sociale du travail liées à la globalisation néo-libérale ? Basée sur le concept de "*toparquía*" ("gouvernement local") créé au 19ème siècle par le philosophe Simón Rodríguez, la commune vénézuélienne – qui regroupe des conseils communaux liés par une même problématique sociale – commence à incarner ce nouveau mode de production centré sur les besoins directs d'une population et administré par celle-ci (2).

En décembre 2014 on note une forte progression du nombre de communes (930 enregistrées dans tout le pays) et de conseils communaux (47 mille 332). “Aucune de ces communes, aucun de ces conseils communaux ne resteront sans financement de leurs projets en 2015 » explique le Vice-Président pour le Socialisme Territorial, le sociologue Elías Jaua. Ce nouveau pouvoir citoyen commence à bousculer les vieilles formes de pouvoir local alors que pour de nombreux maires, gouverneurs, y compris certains chavistes, la politique restait un négoce clientéliste et autoritaire.

Autre Conseil créé ces derniers mois, celui des Travailleurs, articule les politiques impulsant l'économie productive, les avancées du droit du travail et le plan de travail pour les entreprises nationalisées : un nouveau modèle de direction des entreprises publiques sera mis en place en 2015.

Le *Conseil des Femmes* a déjà renforcé les programmes visant à éliminer la violence contre la femme, dénoncé l'image dénigrante que diffusent de la femme les médias privés, majoritaires au Venezuela. Sont mises en place de nouvelles politiques sociales pour les femmes de milieu populaire – historiquement, le secteur le plus vulnérable à l'extrême pauvreté. L'accent sera mis en 2005 sur la création de nouvelles “*Bases de missions sociales*” (qui regroupent tous les services publics et sociaux essentiels) dans les communautés les plus pauvres, avec priorité pour les femmes.



Le Conseil des Femmes réuni avec le président Maduro, octobre 2014.

Du *Conseil Présidentiel des Paysans et des Pêcheurs* ont émergé un plan général de développement agricole et la décision saluée par les mouvements sociaux de restructurer le Ministère des Terres et de l'Agriculture, avec de nouvelles mesures contre les mafias privées qui interceptent et gonflent les prix des produits agricoles avant qu'ils n'arrivent aux mains des habitants.



Le président Maduro réuni avec le Conseil des Paysans et des Pêcheurs

Les pénuries passagères de certains aliments ont mis en évidence **la faillite du capitalisme au Venezuela**, où le secteur de l'alimentation reste à 70 % aux mains du secteur privé. Le géant privé Polar, quasi monopolistique sur des produits d'usage quotidien comme la farine de maïs, produit moins qu'il n'importe... grâce aux dollars préférentiels que lui octroie l'Etat.

Le président Maduro a également défendu la réactivation de l'agriculture familiale en petite surface (le traditionnel "conuco"), suivant ainsi les recommandations de la *Via Campesina* et de la FAO (ONU) qui insistent sur l'importance de ce mode de production pour la souveraineté alimentaire, le développement rural soutenable, une nourriture saine produite de manière agro-écologique.

Il fut aussi question de la lutte accrue contre les exactions de grands propriétaires qui ont assassiné à ce jour près de deux cents paysans – un thème dont ne parlent jamais les médias internationaux car cela les obligerait à évoquer la réforme agraire. Cette volonté de mettre fin à l'impunité se heurte encore à une justice liée aux grands lobbies terriens – pour preuve la récente tentative – qui a heureusement échoué – du Tribunal Suprême de Justice d'abroger la charte agraire de la commune "*El maizal*" – modèle de participation populaire dans l'État de Lara. Maduro a aussitôt pris la défense des communards de El Maizal, jugeant cette décision "*anticonstitutionnelle et attentant aux droits fondamentaux des paysans*".

"Qui aurait cru que 522 ans plus tard, les 44 peuples indigènes qui ont résisté au colonisateurs, allaient être assis au centre du pouvoir politique, au palais présidentiel ? Le Conseil Présidentiel des Peuples Indigènes doit être une nouvelle structure d'État et de gouvernement pour décider et diriger. C'est une rénovation de la révolution, et c'est une révolution dans la révolution". C'est en ces termes que le président Maduro a salué l'installation du Conseil des Peuples Indigènes avec lequel il a décidé d'augmenter les investissements de projets socio-productifs formulés par les peuples originaires, d'assurer la couverture sociale intégrale de toutes les communautés et de "*fonder immédiatement l'institut des langues indigènes, avec une équipe qui travaille de manière permanente, scientifique, à enregistrer, retrouver et rendre vie à toutes les langues indigènes qui existent sur le territoire vénézuélien*".



Le Conseil des Peuples originaires réuni au palais présidentiel, octobre 2014.



Autres conseils en pleine installation : le *Conseil des Jeunes et des Étudiants*, et celui des *Travailleurs de la Culture* qui vise à développer les systèmes de sécurité sociale pour tous les créateurs sans exception. S'y ajouteront en janvier 2015 le *Conseil de la classe moyenne et des associations de voisins*, celui des *organisation de personnes âgées* et des *associations de personnes handicapées*.

Pour renforcer cette participation populaire au plus haut niveau de l'État, Maduro a signé dans les derniers mois plusieurs lois importantes : telle la *Loi organique des Missions Sociales* qui protège légalement tous les travailleurs de ces services publics, assortie de la création du fonds économique unique des grandes missions ; *La loi de financement des projets du pouvoir citoyen* pour accélérer les conditions d'octroi de crédits aux entrepreneurs individuels ou associés, aux conseils communaux, aux communes, aux coopératives, aux personnes de faibles revenus et à toute autre instance de pouvoir populaire ; *La Loi organique de la gestion communautaire des Services*, compétences et autres attributions ; *La Loi de l'Emploi productif pour les Jeunes* qui garantit à ceux-ci la protection légale lors de leur premier emploi, avec salaires et horaires décents, contre

l'habituelle exploitation dont ils sont victimes ; *La Loi d'Alimentation des Travailleurs* qui augmente le niveau du ticket alimentation (en complément du salaire) ; *La Loi organique de Planification Publique et Populaire* qui oblige l'État à consulter en permanence les citoyens et à planifier de manière participative l'octroi des ressources pour leurs projets.

“*Vice-présidents, faites du pouvoir citoyen une priorité. Obligez les ministres qui sont sous votre responsabilité à le faire aussi. Et vous, ministres, exigez à ceux qui travaillent dans vos équipes à en faire la priorité : le nouvel État doit être l'État du pouvoir populaire, tel qu'il est prévu dans la Constitution de la République Bolivarienne. C'est ce nouvel État qui doit substituer l'ancien – l'État bourgeois qui possède encore des tentacules de corruption et de bureaucratie, seul le pouvoir populaire en action pourra y mettre fin*” a déclaré Maduro pour résumer l'esprit des lois signées en novembre 2014.

2015, année de la relance économique

Alors que des journalistes européens euphoriques annonçaient dès la chute des cours du pétrole que le “*Venezuela allait devoir faire des coupes dans son budget*”, le président Maduro a maintenu la hausse du budget social pour 2015, aux antipodes des politiques d'austérité pratiquées en Europe. La majorité des députés socialistes – contre la minorité des députés de droite – a voté un budget de 741 mille 708 millions de bolivars – soit 21,6% du PIB – financé en grande partie par les **recettes fiscales non-pétrolières** (517 mille 455 millions de Bolivars), les recettes pétrolières (124 mille 74 millions) et un complément d'emprunts publics. Ce qui garantit le financement d'activités et de projets de secteurs aussi divers (à titre d'exemples) que les producteurs agricoles, les organisations communales, les infrastructures publiques – centrales électriques hydro- et géothermiques, le renforcement de 240 centres hospitaliers, l'alimentation destinée aux 4 millions 351 mille étudiants de l'enseignement primaire ou celle que le gouvernement distribue à bas prix à la population en général à travers les réseaux Mercal, PDVAL et les “Maisons d'alimentation” destinés aux secteurs les plus pauvres.



Courbe du salaire minimum jusque fin 2014

Le chômage poursuit sa baisse (**5,9 % en novembre 2014**, un des meilleurs chiffres en quinze ans de révolution) tandis que sur l'ensemble de l'année le salaire minimum intégral a augmenté de 68,28% pour éviter qu'il soit rogné par l'inflation encore très haute (64% en 2014). Selon le rapport de la *Banque Centrale* de décembre 2014, celle-ci a été renforcée en 2014 par les “*guarimbas*” violentes de l'opposition, la guerre économique via le dollar parallèle et la contrebande massive de produits subventionnés par le gouvernement, revendus plus cher à l'étranger.

En 2015, Maduro l'a annoncé, les efforts du gouvernement se centreront sur l'élimination de ces mafias économiques par la lutte accrue contre la contrebande, la fixation des prix justes au consommateur, et surtout le passage définitif de l'économie rentière-pétrolière, avec sa culture médiatique d'ultra-consommation, à une

économie productive et rationnelle.

Pour que la structure économique ne corsette pas le déploiement des nouvelles formes de participation et de production citoyennes, Maduro a également signé en novembre 2014 une série de **28 lois en matière économique**. Elles visent à assainir une économie depuis longtemps empêtrée dans la corruption et la bureaucratie anti-productives. Nulle mesure d'austérité, nulle augmentation de l'essence (écartée à court terme). Ces lois transforment les conditions d'accumulation du capital pour les réorienter en faveur de l'investissement productif – règlementant les investissements étrangers, empêchant les monopoles, simplifiant l'administration pour les mouvements communaux et les secteurs productifs nationaux, fixant une contribution sérieuse du secteur capitaliste – bancaire notamment, qui a engrangé 13% de bénéfices en 2014 – au budget de l'État.

Ces lois fortifient la courbe de croissance des revenus fiscaux non-pétroliers (qui participent déjà pour 72% au budget de l'État) et seront multipliées par deux. Exemple : une des 28 lois modifie les “concessions molles” accordées aux transnationales exploitant le sous-sol vénézuélien et met fin à leur hégémonie, la restituant à l'État. En récupérant l'extraction de cette quantité plus importante que prévue, l'État pourrait en dix ans porter ses réserves internationales à 50 milliards de dollars et renforcer la valeur de la monnaie nationale et la stabilité économique en général.

Sans doute la Sainte Alliance qui va des médias de la droite locale à la majorité des journalistes occidentaux commet-elle la même erreur que celle qu'ils ont commise contre Chavez : celle de sous-estimer Maduro et le “peuple-président”.

Thierry Deronne, Caracas, le 31 décembre 2014.

»» <http://venezuelainfos.wordpress.com/2014/12/31/democratisation-de-leta...>

Notes

(1) Exemple : le mensonge, relayé par le très controversé Paulo Paranagua du “Monde”, d'une “*dessinatrice licenciée pour un dessin anti-Chavez*”. En réalité le départ de la dessinatrice Rayma (ouvertement raciste et d'extrême droite) provenait de son conflit personnel avec la direction de son journal “EL Universal” (droite). Il n'y a eu aucune censure du gouvernement et ses livres sont disponibles dans toutes les bonnes librairies. Rappelons qu'au Venezuela les trois quart des médias écrits, web, radio et télévision (inter-) nationaux, régionaux ou locaux, appartiennent au secteur privé, que leur nombre a augmenté en quinze ans de révolution, et qu'ils propagent en majorité des idées de droite. Pour une liste non-exhaustive des mensonges sur les “atteintes-à-la-liberté-d'expression-au-Venezuela”, voir le site ACRIMED <http://www.acrimed.org/spip.php?page=recherche&recherche=venezuela>

(2) “*La commune, co-présidente du Venezuela*” <http://venezuelainfos.wordpress.com/2014/09/17/la-commune-copresidente-du-venezuela/>